



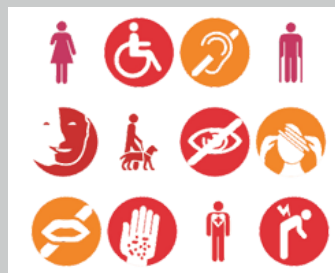
FRANCE
compétences
CERTIFICATION
enregistrée au RNCP

Rythme

Rythme

- En alternance
- Contrat de professionnalisation

Portail Handicap



<https://www.ut-capitole.fr/handicap>



SCOLARITÉ

Première année de master :

Bureau : AR 127 (Bâtiment
Arsenal)

Courriel :
pmd01@ut-capitole.fr

Tél. : 05 61 63 38 12

Seconde année de master :

Bureau : AR 129 (Bâtiment
Arsenal)

Courriel :
pmd09@ut-capitole.fr

Tél. : 05 61 63 35 83

ALTERNANCE

EEDU - EXECUTIVE
EDUCATION AND DIGITAL
UNIVERSITY

Pôle Alternance

Manufacture des Tabacs - Bat.
Q

21, allée de Brienne - 31042

Toulouse Cedex 9

Mail :
alternance.eedu@ut-capitole.fr

Tél : 05 61 12 88 94 ou 05 61
12 87 12

FORMATION CONTINUE

EEDU - Executive Education &
Digital University

Véronique Mazelin
Tél : 05 61 12 86 49
Mail :
veronique.lemozy@ut-capitole.fr

ORIENTATION INSERTION

Service d'Orientation et
d'Insertion Professionnelle
(SOIP)

Admission
<https://www.ut-capitole.fr/admissions>
Alumni
<https://alumni.ut-capitole.fr>

Infos générales

Durée de la formation

4 semestres

Lieu(x) de la formation

Université Toulouse Capitole

Stage(s) *

Oui

* Facultatif (M1) / Facultatif ou
Obligatoire (M2)

Accessible en

- Formation initiale
- Formation en alternance
- Reprise d'étude

/ Présentation

Enjeux

Le Master (1^{ère} et 2^{ème} années) mention Droit de la Santé n'est ni une formation de droit public ni de droit privé. C'est une formation en Droit, ouverte conséquemment tant aux profils privatistes que publicistes et internationalistes, et qui transcende les frontières académiques habituelles par le prisme de l'Unité du Droit.

Les semestres 1 & 2 dispensent une formation permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences de base permettant de poursuivre une spécialisation en droit de la santé, droit hospitalier et droit médical.

Les semestres 3 & 4 offrent une formation de haut niveau relative à l'organisation du système de santé et des établissements sanitaires et médico-sociaux, à toutes les formes d'encadrement et de régulation de l'activité médicale, biomédicale et pharmaceutique, à l'évolution des professions de santé et de la responsabilité des établissements et soignants.

Le master forme des juristes capables de dominer les fondamentaux du droit de la santé et de la protection sociale, d'avoir une vision prospective de ces règles en constante mutation et de maîtriser à la fois l'étude des textes, l'analyse d'une jurisprudence très sensible aux évolutions économiques et sociales et la compréhension des divers contentieux. Enfin, il propose une réflexion sur les enjeux et les cadres juridiques relatifs aux nouvelles technologies (génétique, robotique, nano et biotechnologies, numérique...), le tout dans un contexte national, européen et international. Sont abordées les questions éthiques et juridiques mais aussi managériales liées aux problèmes actuels de la santé et notamment, la maîtrise des dépenses de santé, les exigences de la planification sanitaire, la promotion de la politique publique de prévention, la reconnaissance des droits des malades et l'exigence de qualité des soins, le statut

et le régime des produits de santé, les développements de la santé digitale (télésanté, objets connectés, l'IA en santé). La formation est à la fois interdisciplinaire et en phase avec le terrain (stages, interventions de professionnels), afin d'appréhender toutes les dimensions du secteur sanitaire et médico-social, éthiques, juridiques, mais aussi environnementales et socio-économiques.

Spécificités

Les semestres 3 et 4 peuvent être suivis en **alternance**. Ils sont également proposés en **cycle de formation continue** (avec alternance de périodes de formation tutorées en ligne et de regroupements en présentiel).

L'enseignement en formation initiale se déroule en un an. L'enseignement en formation continue se déroule en un ou deux ans.

Lieux

Université Toulouse Capitole

Responsable(s) de la formation

Responsables pédagogiques de la mention Droit de la santé :

Isabelle POIROT-MAZERES, Professeur des universités

Mathieu TOUZEIL-DIVINA, Professeur des universités

Partenariats

Entreprises

Le Master prépare aux fonctions d'encadrement et d'expertise dans les établissements publics ou privés du secteur sanitaire et social.

Il bénéficie de partenariats multiples :

- avec d'autres formations universitaires à Toulouse (Faculté de Médecine et Faculté de pharmacie : échange d'enseignants dans le cadre du D.I.U. Droit médical et mutualisation des cours avec le M2 Gestion des institutions et services de santé ;
- avec d'autres universités, singulièrement Bordeaux IV et Montpellier I (M2 Droit de la santé) ;
- des écoles de santé (École des Hautes Études en Santé Publique de Rennes, pour la formation des cadres de santé et le suivi des mémoires ; Institut National d'Études Territoriales de Strasbourg (pour la formation de médecins territoriaux) ; l'EN3S de Saint-Étienne ; la chaire de santé Santé E.S.S.E.C. ;
- et avec les milieux professionnels de la santé et de la protection sociale.

Un réseau de relations privilégiées a été établi avec les établissements publics ou privés qui ont participé à l'enseignement et accueilli les étudiants en stage : directeurs d'hôpitaux (CHU toulousain, Auch, Castres-Mazamet, Foix, Tarbes, Carcassonne, Montauban...) ; ARS Midi-Pyrénées ; médecins des départements de la région ; directeurs et cadres des organismes de Sécurité Sociale et organismes d'assurance (CPAM, CRAM, URCAM...) ; directeurs et cadres des établissements privés (cliniques Pasteur, Sarrus-Teinturiers, Ambroise Paré, Saint Jean, des Cèdres et du Parc à Toulouse, cliniques de l'Union et de Beaupuy, et plusieurs établissements de la région) ; nombreuses directions d'EHPAD ; laboratoires Pierre Fabre et Sanofi-Aventis ; ordres professionnels (avocats, professions de santé)...

Sur le plan international, les enseignants du master sont membres du réseau « droit de la santé » de l'Agence Universitaire de la Francophonie. En partenariat avec leurs collègues du Master Droit de la santé de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et du Master Santé internationale de l'Université Senghor d'Alexandrie, ils contribuent à la formation des personnels de santé de l'Afrique francophone.

/ Admission

Pré-requis

Niveau(x) de recrutement

Bac + 3; Bac + 4

Candidature

Conditions d'admission / Modalités de sélection

ACCÈS EN PREMIÈRE ANNÉE DE MASTER :

S'informer (capacités d'accueil, attendus...) **et candidater** sur [Monmaster](#), la plateforme nationale des masters.

ACCÈS EN DEUXIÈME ANNÉE DE MASTER :

Accès de plein droit : étudiants ayant validé le master 1 même mention même parcours-type à l'École de droit de Toulouse.
[Réinscription](#) sur le site de l'Université.

Accès par commission d'admission : dans tous les autres cas (réorientation de mention et/ou de parcours, changement d'établissement), sur avis de la commission pédagogique. [Dossier de candidature](#) à transmettre.

/ Programme

PROGRAMME 2025-2026

PREMIÈRE ANNÉE

L'action de formation en 1^{ère} année de master se déroule sur une période de 10 mois et comporte un total de 418h d'enseignement

SEMESTRE 1 – 186h CM + 40h30 TD

COMPÉTENCES TRANSVERSALES :

UE 1 : Communication spécialisée pour le transfert des connaissances

- Anglais – 13h30 TD

COMPÉTENCES DISCIPLINAIRES :

UE 2 : Gérer un établissement de santé, social ou médico-social (niveau standard) – 30h CM

- Droit des finances publiques approfondi – 30h CM

UE 3 : Sécurisation juridique de l'activité de santé, médico-sociale ou l'activité de recherche en santé (niveau standard) – 60h CM

- Droit européen du numérique – 30h CM

- Droit de la responsabilité administrative – 30h CM

UE 4 : Maîtriser les contextes juridiques et politiques pour prévenir les risques juridiques (niveau standard) – 96h CM + 27h TD

- Introduction au droit médical et au droit des professions de santé – 33h CM + 13h30 TD

- Droit de la protection sociale 1 – 33h CM + 13h30 TD

- Droit et politique de santé publique – 30h CM

SEMESTRE 2 – 133h CM + 60hTD

COMPÉTENCES TRANSVERSALES :

UE 5 : Communication spécialisée pour le transfert des connaissances

- Anglais – 13h30 TD

COMPÉTENCES DISCIPLINAIRES :

UE 6 : Gérer un établissement de santé, social ou médico-social (niveau standard) – 30h CM

Choisir une matière parmi les 2 proposées :

- Droit de la commande publique – 33h CM
- Droit européen du numérique en santé - 30h CM

UE 7 : Encadrer des équipes intervenant dans le domaine de la santé (niveau standard) – 30h CM

- Droit de la fonction publique et RH – 30h CM

UE 8 : Sécurisation juridique de l'activité de santé, médico-sociale ou l'activité de recherche en santé (niveau standard) – 30h CM

- Droits fondamentaux de l'Union Européenne – 33h CM

UE 9 : Maîtriser les contextes juridiques et politiques pour prévenir les risques juridiques (niveau standard) – 76h CM + 48h TD

- Droit de la protection sociale 2 – 33h CM + 13h30 TD
- Le système de santé français – 33h CM + 13h30 TD
- Méthode de concours de la fonction publique – 10h CM + 13h30 TD
- Méthodologie des concours de la santé – 7h30 TD

DEUXIÈME ANNÉE

L'action de formation en 2^{ème} année de master se déroule sur une période de 12 mois et comporte un total maximum de 344h d'enseignement.

SEMESTRE 3 – 264h CM + 65h TD

BLOC : USAGE DU NUMÉRIQUE :

UE 1 : Droit européen du numérique en santé – 27h CM

- Santé, protection sociale et données de santé - 15h CM
- Gouvernance européenne des données - 12h CM

BLOC : LANGUE VIVANTE :

UE 2 : Anglais – 20h TD :

BLOC : RENDEZ-VOUS PROFESSIONNEL :

UE 3 : Projet

BLOC : SÉCURISATION JURIDIQUE :

UE 4 : Enseignements spécialisés – 123h CM + 21h TD :

- Fonction publique hospitalière – 15h CM + 3h TD
- Marchés publics dans le domaine de la santé – 15h CM + 3h TD
- Finances des établissements de santé – 15h CM + 3h TD
- Droit international et européen de la santé – 24h CM + 6h TD
- Droit international et européen de la protection sociale – 15h CM + 3h TD
- Droit des activités biomédicales – 12h CM
- Droit des produits de santé – 15h CM + 3h TD
- Bioéthique et libertés – 12h CM

BLOC : MAÎTRISER LES RISQUES JURIDIQUES :

UE 5 : Enseignements fondamentaux – 134h CM + 42h TD :

- Droit hospitalier – 15h CM + 6h TD

- Droit de la protection sociale – 15h CM
- Droit des établissements privés de santé – 15h CM + 6h TD
- Droit des établissements médicaux-sociaux – 15h CM
- Droit des patients et des usagers du système de santé – 15h CM
- Droit des professions de santé – 15h CM + 6h TD
- Responsabilité du fait des activités de santé – 24h CM + 3h TD

SEMESTRE 4 - 15h CM

BLOC : STAGE (MÉMOIRE DE STAGE) OU MÉMOIRE DE RECHERCHE :

UE 6 : Orientation – 15h CM :

- Gestion de projet – 12h CM
- Préparation du grand oral – 3h CM
- 1 voie au choix :

- **Voie professionnelle** : stage (2 mois minimum) avec rédaction et soutenance d'un mémoire de stage. Les stagiaires en voie professionnelle évoluent au cœur d'un organisme (public ou privé) et y proposent un projet concernant l'établissement employeur ou un mémoire sur un thème en rapport avec leur expérience. Ce mémoire dénommé rapport de stage donnera lieu à une note obtenue lors de la soutenance et prise en compte pour l'admission au diplôme.
- **Voie recherche** : rédaction et soutenance d'un mémoire de recherche. C'est pendant l'année académique que les étudiants rédigent, sous la direction d'un enseignant-chercheur, un mémoire sur une thématique de recherche(s) choisie. Le mémoire donne lieu à une soutenance devant un jury collégial et à une note. Le succès au diplôme (mention & note minimale de 14/20 au mémoire) permet, par suite, une inscription potentielle en doctorat selon les conditions fixées par l'École doctorale de l'Université Toulouse Capitole.
- **Voie alternance** : projet professionnel appliqué avec rédaction et soutenance d'un mémoire sur un projet professionnel appliqué

Méthodes et moyens pédagogiques :

Pour une formation en présentiel, l'enseignement est adapté au nombre d'étudiants admis en Master. A côté des enseignements théoriques dispensés par les enseignants, l'intervention de professionnels permet une approche pratique et concrète des thématiques étudiées. L'étudiant a également un accès libre aux diverses ressources universitaires : salles informatiques, laboratoires de langues ou service commun de la documentation.

Équipe pédagogique

● Première année de master :

- **Professeurs des universités** : De Grove-Valdeyron Nathalie; Dussart Vincent ; Paricard Sophie; Poirot-Mazeres Isabelle ; Saunier Sébastien.
- **Maîtres de conférences** : Betaille Julien ; Denaja Sébastien ; Théron Sophie.
- **Doctorant** : Ricci Hugo
- **Intervenant extérieur** : Delepaul Mickaël.

● Deuxième année de master :

- **Professeurs des universités** : De Grove-Valdeyron Nathalie; Dussart Vincent ; Paricard Sophie; Poirot-Mazeres Isabelle ; Saunier Sébastien.
- **Maîtres de conférences** : Espagno Delphine ; Fohrer-Dedeurwaerder Estelle ; Théron Sophie.
- **Intervenants professionnels** : Amiel Christine; Me Arheix Simon; Me Benayoun Denis; Delepaul Mickaël; Me Garnier-Coutil Lucie; Lafon Aubry; Pelissier Manon; Maurel David.

Stage(s)

- 1^{ère} année master : **stage facultatif à l'initiative de l'étudiant**
- 2^{ème} année master :
 - * **stage obligatoire** pour la **voie professionnelle**
 - * **stage facultatif** à l'initiative de l'étudiant pour la **voie recherche**

Tout départ en stage nécessite une convention de stage signée par l'ensemble des parties.

[Contact Bureau des stages](#)

Rythme

Alternance

Les semestres 3 et 4 du Master sont ouverts dans le cadre de l'alternance.

Évaluation

[Modalités de contrôle des connaissances \(MCC\)](#)

/ Et après ?

Niveau de sortie

Année post-bac de sortie

- Bac + 5

Niveau de sortie

- Niveau 7

Fiche RNCP

[38194](#)

Activités visées / compétences attestées

La maîtrise de l'analyse juridique étant acquise à ce niveau :

- Savoir l'appliquer aux documents, dossiers, situations concrètes des secteurs des soins ou de la protection sociale.
- Être capable d'effectuer une veille juridique sur l'évolution du droit de la santé/de la protection sociale
- Être capable d'avoir une vision prospective de ce droit en constante évolution et d'en proposer une analyse critique permettant notamment d'anticiper ses développements par l'étude des textes légaux et conventionnels, et celle de la jurisprudence tant administrative que judiciaire.
- Identifier les situations de crises et y appliquer les compétences transmises en matière de gestion de la qualité, de la sécurité et du développement durable.
- Savoir intégrer les enseignements de domaines corollaires (gestion, RH, sociologie, économie) à un droit appelé à intégrer les profondes évolutions de l'environnement politique, technologique et socio-économique de la santé.

- Identifier dans un document et savoir appliquer in concreto les modes de règlement des conflits (conciliation, médiation, recours administratifs, actions au contentieux).
- Promouvoir la dimension éthique au soutien de l'analyse juridique des situations.
- Savoir rédiger et présenter oralement (PowerPoint) rapports, mémorandums, notes, exposés, fiches techniques et synthèses.
- Savoir travailler en équipe autant qu'en autonomie pour l'analyse de dossiers ou au service d'un projet.

Débouchés professionnels

Secteurs d'activité ou type d'emploi

Le Master prépare aux fonctions d'encadrement et d'expertise dans les établissements publics ou privés du secteur sanitaire, médico-social et social.

Dans le **secteur public de la santé** : emplois contractuels au sein des services des autorités sanitaires, sociales et médico-sociales (Ministères, Agences sanitaires, ARS), des caisses de Sécurité Sociale, au sein des services juridiques, services contentieux et/ou services qualité et gestion de risques des hôpitaux, collectivités territoriales, établissements spécialisés ; emplois de titulaires après concours dans les collectivités ou établissements publics de la santé, concours de l'École des Hautes Études en Santé Publique de Rennes (EHESP) et l'École nationale supérieure de sécurité sociale de Saint-Étienne (En3S).

Dans le **secteur privé de la santé** : avocats spécialisés ; juristes-conseils et cadres des établissements de santé ; responsables de maisons de retraite, EHPAD et autres établissements du secteur médico-social ; juristes au sein de sociétés de fabrication ou distribution de matériel médical ou de dispositifs médicaux, sociétés d'assurance et mutuelles ; juristes-conseils dans des cabinets privés de consulting, ordres professionnels de santé, associations humanitaires.

Dans le secteur de la **protection sociale et de la mise en œuvre des politiques publiques de santé** : directeurs d'organismes, chargés de mission, responsables d'unité, responsables du contentieux, chargés d'études.

Les diplômés peuvent également, sous conditions, poursuivre leurs études vers les carrières académiques de la recherche et plus spécialement en vue de l'obtention première d'un **doctorat en droit**.

En savoir plus :

L'OFIP (Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle) étudie la situation des anciens étudiants 30 mois après la diplomation, poursuite d'études, processus d'entrée sur le marché du travail, caractéristiques des emplois (secteurs, statuts, fonctions, professions, revenus, mobilité géographique....).

Retrouvez toutes [les études de l'OFIP](#) sur les parcours d'études et l'insertion professionnelle des étudiants.

Secteurs d'activité ou type d'emploi

Droit médical;Droit;Santé;Santé et Services à la Personne

Zoom +

- Consultez le [répertoire des emplois après un master](#)

Gérer sa scolarité

- [Accédez aux informations spécifiques à votre scolarité](#) (calendrier universitaire, emploi du temps, modalités de contrôle des connaissances, jury...)

